

FRÉDÉRIC ENCEL

**DE QUELQUES
IDÉES REÇUES
SUR LE MONDE
CONTEMPORAIN**



**Précis de géopolitique
à l'usage de tous**

autrement

Extrait de la publication

FRÉDÉRIC ENCEL

DE QUELQUES IDÉES REÇUES SUR LE MONDE CONTEMPORAIN

La géopolitique, une discipline compliquée ?
Le monde d'aujourd'hui, une affaire de spécialistes ?
Certes pas ! Excellent pédagogue, Frédéric Encel s'empare d'une vingtaine d'idées reçues parmi les plus communément admises sur le monde contemporain : « La France n'est plus une grande puissance », « L'ONU ne fait rien ! », « Les médias ne disent pas tout », « L'Occident a créé Israël à cause de la Shoah »... Il démonte brillamment ces fausses évidences, offrant au passage une analyse percutante et accessible. Un ouvrage indispensable pour comprendre notre époque.

Frédéric Encel enseigne la géopolitique à l'ESG Management School et à Sciences Po Paris. Consultant régulier pour les médias et les entreprises, il est notamment l'auteur de *Comprendre la géopolitique* (Points, 2011).

Conception graphique : Thomas Dimetto © Autrement
Imprimé et broché en Italie

—

Retrouvez toute notre actualité sur
www.autrement.com
et rejoignez-nous sur **Facebook**

De quelques idées
reçues sur le monde
contemporain

© Éditions Autrement, Paris, 2013.
www.autrement.com

Frédéric Encel

De quelques idées
reçues sur le monde
contemporain

Précis de géopolitique à l'usage de tous

Éditions Autrement

À la mémoire du géographe Jacques Ancel,
premier fondateur de la géopolitique française.

« Tout ce qui est excessif est insignifiant. »
Talleyrand

En guise de préambule

Ma passion consiste à transmettre... ma passion. Celle que j'entretiens pour la géopolitique, depuis au moins le DEA puis la thèse que je soutins successivement sous l'égide de mon professeur et maître, le théoricien Yves Lacoste. La transmission, beau métier...

Oralement, d'abord. Moniteur-allocataire de recherche au sein du Centre de recherches et d'analyses géopolitiques dès le commencement de mes recherches doctorales, je sus que je serais enseignant. Dispenser des connaissances, les partager, susciter et enrichir le débat sur des questions souvent complexes et parfois brûlantes – c'est notamment le cas pour le Proche-Orient, ma spécialité – relève d'un véritable engouement. Je l'exerce dans plusieurs institutions universitaires publiques et privées, à commencer par l'ESG Management School. Par ailleurs maître de conférences

à Sciences Po Paris, j'interviens régulièrement à l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et, fidélité oblige, à l'Institut français de géopolitique (IFG) de l'université Paris 8-Saint-Denis. Hors cadre universitaire, je donne également de nombreuses conférences pour des auditoires fort divers, en entreprise comme dans les milieux associatifs, en France comme à l'étranger.

La transmission par l'écrit, ensuite. J'ai consacré presque quatre années de ma vie à forger une thèse de doctorat en géopolitique (en l'espèce consacrée à Jérusalem). Puis j'ai produit des ouvrages, de nature diverse – essai, atlas, dictionnaire, traité, collectif citoyen –, de nombreux articles, ainsi qu'une habilitation à diriger des recherches (HDR) consacrée aux enjeux géopolitiques des Juifs religieux au sein de la nation israélienne.

Et tout cela dans un souci de réflexion. Ni un tweet extrêmement réducteur, ni une logorrhée défouloir sur un blog ne me semblent propices à une observation sérieuse en sciences humaines, dans les relations internationales en particulier. J'ose croire que les milliers de pages, d'heures de cours, de conférences et de dialogues que j'ai consacrées et consacrerai jusqu'à la fin à mon métier pallient ma relative réserve quant au brouhaha ambiant... À mon sens, la réflexion nécessite du temps (et/ou de l'espace s'il s'agit d'écrit), et la pédagogie doit demeurer un souci permanent.

Pourquoi donc aujourd'hui ce petit livre ?

Si j'ai tenu à rappeler en toute humilité au lecteur ces quelques réalisations et points de vue, c'est pour introduire la raison principale qui m'a poussé à publier le présent ouvrage. Je tenais depuis fort longtemps déjà à proposer, de façon claire, concise, pédagogique, des éléments de compréhension sur les questions que je retrouve le plus souvent auprès de mes auditeurs, tous cénacles confondus. J'en ai sélectionné une vingtaine, refusant de choisir artificiellement et par paresse un chiffre rond. Pourquoi celles-ci précisément ? Parce qu'il s'agit des affirmations géopolitiques qui reviennent le plus souvent en France ces dernières années. Je les lis et les entends non seulement chez mes étudiants, mais aussi parmi le grand public ; après tel *chat* d'un grand hebdomadaire sur Internet, au terme d'une conférence ou d'un colloque des Rendez-vous de l'histoire de Blois ou du Festival de géographie de Saint-Dié-des-Vosges, après l'une de mes chroniques radiophoniques, dans la rue à la suite d'un débat télévisé, ou encore face à des collégiens et des lycéens devant lesquels je suis invité à intervenir dans le cadre de leur cours d'histoire-géographie ou d'instruction civique. Ces affirmations sont loin d'être stupides et trahissent souvent une véritable bonne foi. Pour autant, je les crois tout à fait fausses pour certaines, très exagérées pour d'autres. Elles reflètent aussi bien un temps – le nôtre – qu'un milieu, la société française ; on ne s'étonnera donc pas d'y trouver des préoccupations à

la fois bien plus contemporaines qu'historiques, et souvent liées de près ou de loin à notre pays.

J'ai tenu à regrouper ces idées reçues par thèmes plus ou moins larges, afin d'offrir un meilleur cadre de réflexion au lecteur ; celui-ci mérite mieux que quelques affirmations jetées en pâture au hasard ou par ordre alphabétique. Bien d'autres idées reçues géopolitiques auraient pu trouver leur place ici ; elles m'ont semblé, pour l'heure, moins récurrentes, mais feront l'objet d'un travail ultérieur.

Il va sans dire qu'en sciences humaines, champ d'investigation dans lequel s'inscrivent les relations internationales et la géopolitique, l'issue d'un débat n'est jamais mathématique ; c'est d'autant plus vrai que le monde change constamment, que les situations évoluent à un rythme rapide, voire effréné, et avec elles les perceptions de la réalité. Il demeure tout de même des tendances lourdes, des convictions fortes, philosophiques, que je tenais à exprimer en priorité. Ainsi le lecteur sera-t-il peut-être surpris de trouver plusieurs chapitres consacrés à des thématiques morales et humaines, comme les génocides ou la question des droits de l'homme, qu'on ne retrouve pas toujours hélas dans une analyse géopolitique. Or, je crois qu'il faut impérativement extirper la géopolitique de sa gangue cynique ; constater rationnellement et objectivement les rapports de forces et les malheurs de la guerre est une chose, s'en satisfaire en est une autre, à laquelle, en tant qu'humaniste, je ne me résoudrai jamais.

Enfin, je tiens à remercier à la fois Emmanuelle Vial, directrice des éditions Autrement, pour sa confiance et son soutien, et ma complice Chloé Pathé, remarquable professionnelle avec laquelle j'eus déjà – et aurai encore – l'immense bonheur de travailler.

Frédéric Encel

17 juillet 2013

Droits de l'homme, guerres, génocides

Le xx^e siècle a été celui des guerres

L'horreur vécue, connue et médiatisée des guerres du xx^e siècle, le caractère mondial et apocalyptique de deux d'entre elles, 1914-1918 et 1939-1945, ont créé un prisme déformant, en particulier dans l'Europe qui fut à la fois actrice et victime privilégiée de ces deux dernières. Ce siècle aurait été *celui* des guerres, un peu comme le xiv^e siècle celui des grandes pestes ou les xv^e-xvi^e ceux de la Renaissance, en Europe toujours. L'assertion n'est pas juste ou, plus précisément, très incomplète.

En premier lieu, rien n'indique qu'il y eut notablement plus de conflits armés durant ce siècle qu'au cours de chacun des autres que compte l'histoire humaine. Même sans entrer dans le fameux débat philosophique de Jean-Jacques Rousseau consistant à savoir si la guerre est l'état naturel de l'homme, ni surtout adhérer

au fantasme social-darwiniste de la lutte de tous contre tous pour la survie et la domination, force est de reconnaître que depuis au moins les cités mésopotamiennes de la haute Antiquité, des groupes humains, réunis en entités politiques (cités, États, empires, etc.), se font la guerre. Autrement dit, ils usent de violence collective afin d'asseoir ou d'accroître leurs influences, richesses, dominations ou prestiges respectifs. Il est naturellement très compliqué d'établir le nombre de conflits sur chaque zone de la surface du globe et au cours de chaque siècle, mais, selon toute vraisemblance, des périodes de troubles égalèrent ou dépassèrent le xx^e siècle en quantité de conflits, des guerres d'invasions des derniers feux de la Rome impériale et au-delà aux campagnes révolutionnaires et napoléoniennes, en passant par les croisades (xii^e et xiii^e siècles), la guerre de Cent Ans (xiv^e et xv^e siècles) ou encore les terribles guerres d'Allemagne ayant précédé le traité de Westphalie (xvii^e siècle). Et encore ne donne-t-on ici qu'un très bref aperçu des conflits ayant concerné l'Europe. Évidemment, nombre d'entre eux ne correspondaient pas à ce que nos parents ou grands-parents nous ont raconté, ces guerres de masse impliquant des millions d'hommes sur de vastes fronts plus ou moins continus et parcourus d'armes de fer, d'acier et de poudre terrifiantes. D'où, là encore, une perception biaisée. Ce n'est pas parce que la guerre dite de Cent Ans n'a engagé « que » quelques affrontements en rase campagne et espacés dans le temps (avec tout de même de nombreuses batailles modestes et escarmouches),

et que chacun de ceux-ci – Crécy, Poitiers, Azincourt, Châtillon – n’impliqua « que » quelques dizaines de milliers d’hommes seulement pourvus de flèches et d’épées, qu’il ne s’agissait pas d’un authentique conflit opposant deux royaumes puissants.

En outre, on sait moins de choses sur les conflits intertribaux et interétatiques d’Amérique centrale et méridionale précolombienne, et sur ceux du continent africain qui, à quelques exceptions maritimes (côtes nord-africaines, côtes orientales de la corne de l’Afrique, côte sud-africaine) ou nilotiques près, ne s’est ouvert que très tardivement aux Européens. Cela dit, le commerce des esclaves, pratiqué autant par les marchands de la péninsule Arabique que par les Européens de l’Ouest, a été d’autant plus fructueux que les conflits interafricains en projetaient des quantités énormes vers les côtes, les vainqueurs vendant les vaincus aux Portugais, Français, Espagnols et autres Britanniques qui ne s’aventuraient que rarement dans les terres...

Ensuite, il convient d’affiner l’observation des *espaces* et non seulement du *temps* de ce xx^e siècle décrié. Car si les conflits y ont en effet été fréquents, ils ne l’ont pas été partout. Ainsi, toute l’Amérique latine a connu un état de paix durant les deux premiers tiers du siècle, d’autant plus appréciable que le précédent y avait été excessivement meurtrier, d’abord du fait des guerres de libération bolivariennes contre l’Espagne (début du xix^e siècle), ensuite et surtout à cause des conflits entre États (Paraguay, Brésil, Chili, Bolivie, etc.). La fin du siècle fut en revanche marquée par des guerres civiles

cruelles entre certains gouvernements et des courants maoïstes (tel le Sentier lumineux au Pérou), et, plus marginalement, entre Argentine et Royaume-Uni aux îles Malouines (ou Falkland, 1982). L'Afrique subsaharienne au sens large du terme, à l'inverse, n'a connu à peu près aucune période de répit depuis la vague des indépendances du début des années 1960, tout comme le Moyen-Orient pris dans son ensemble. L'Europe non balkanique, quant à elle, a été littéralement ravagée par la guerre, mais seulement durant les deux conflits mondiaux, l'Est et le Sud-Est asiatique subissant des destructions cataclysmiques des années 1940 aux années 1970 (Chine, Corée, Indochine/Vietnam). Enfin, l'Amérique du Nord, l'Océanie et l'Asie centrale ont été relativement épargnées, moins en nombre de soldats envoyés sur différents fronts qu'au cœur de leurs espaces respectifs.

En second lieu, c'est moins le siècle des *guerres* qu'incarne le xx^e siècle que celui des *génocides*. Or, sur le plan politique, juridique et philosophique, guerre et génocide ne s'équivalent pas. Si les conflits armés sont par définition toujours causes de malheurs et de souffrances pour une partie au moins de la population concernée, les génocides se caractérisent par l'horreur absolue pour des populations civiles entières visées en tant que telles. Mais là où la guerre s'inscrit en principe (hélas pas toujours) dans un cadre de règles et de lois, coutumières ou universelles, censées ne pas faire des civils les principales cibles, et poursuit des intérêts et

des objectifs politiques, économiques ou diplomatiques généralement pragmatiques, le génocide se nourrit à la volonté d'exterminer. Sa définition onusienne, celle établie dès 1944 par l'universitaire et juriste polonais Raphaël Lemkine (incluse dans la Convention sur la prévention et la répression des génocides, adoptée en 1948), ne laisse pas de doute : « Acte criminel commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux comme tel : meurtres de membres d'un groupe, atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de membres d'un groupe, soumission intentionnelle d'un groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle, mesures visant à entraver les naissances au sein d'un groupe, transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe. » La volonté plus ou moins agressive et impérialiste de s'en prendre au territoire qui échappe à son propre contrôle est source de violences, en principe entre hommes armés. Et si l'on s'en prend à des civils pour leur appartenance idéologique, on peut théoriquement les épargner s'ils renoncent à leur idéologie, leur religion, leur nationalité, etc. Mais la volonté d'anéantir des humains désarmés – femmes, vieillards, enfants et jusqu'aux fœtus – parce qu'ils *sont* (ou seront) et non parce qu'ils *croient*, relève d'une *hubris* de violence pure, sans autre justification que celle d'une haine raciste incandescente. La cible désignée n'a aucune chance de trouver grâce aux yeux de son bourreau en tant qu'elle appartient intrinsèquement à un groupe stigmatisé comme tel. Nulle

abjuration, nulle conversion, nul exil, nul pardon n'est possible en lieu et au moment où le génocide est décidé. Dans tous les cas, l'État organise, outre le pillage et la spoliation évidemment systématisés, un assassinat collectif à base de haine raciale ou religieuse qui se double d'actes de barbarie : viols (cas arménien et tutsi), politiques esclavagistes (cas juif), tortures et humiliations (dans tous les cas). Tandis que la guerre *fait usage* de la violence, le génocide *est intrinsèquement* violence. Ils doivent impérativement être distingués et le sont, notamment par les juristes ; le crime de guerre est prescriptible, le crime contre l'humanité (et *a fortiori* celui de génocide) est imprescriptible.

Or le xx^e siècle, comme l'écrit fort justement Jacques Sémelin, fut celui des génocides (même si par ailleurs leurs organisateurs défendirent généralement leurs décisions criminelles en s'appuyant sur une nécessité militaire : front russe durant la Première Guerre mondiale pour le génocide des Arméniens, guerre contre le Front patriotique rwandais [FPR] pour le génocide des Tutsis rwandais, etc.) Du massacre des Héréros de Namibie par les troupes coloniales allemandes, en 1904, aux assassinats d'hommes bosniaques musulmans par les milices bosno-serbes à Srebrenica en 1995, plusieurs dizaines de politiques de meurtres de masse – parfois qualifiées de génocide, parfois « simplement » de crimes contre l'humanité – ont été pratiquées, de Nankin au Biafra, du Cambodge au Timor et au Soudan. Mais trois grands génocides incontestables furent perpétrés : celui des Arméniens d'Anatolie en

Achévé d'imprimer en juillet 2013 par Grafica Veneta, Italie,
pour le compte des éditions Autrement, 77, rue du Faubourg-Saint-
Antoine, 75011 Paris. Tél. : 01 44 73 80 00. Fax : 01 44 73 00 12.
N° d'édition : L.69EHAN000957.N001.
ISBN : 978-2-7467-3675-7.
Dépôt légal : août 2013.